

ministre s'il peut assurer la Chambre et le pays que le gouvernement n'a pas l'intention de réduire encore la contribution du Canada à l'alliance de l'OTAN. Je lui pose la question pour qu'il mette fin aux conjectures selon lesquelles les nouvelles responsabilités du ministre de la Défense nationale seraient le présage d'une telle déclaration par le gouvernement.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas très bien saisi le sens de la question. S'il s'agit simplement de nouvelles réductions au sein de l'OTAN, on n'y songe pas pour le moment.

LA FISCALITÉ

LE LIVRE BLANC—LE PROJET D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS

L'hon. George Hees (Prince Edward- Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Hees: C'est toujours agréable d'être apprécié, monsieur l'Orateur.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Hees: J'ai une question à poser au ministre des Finances. Le gouvernement songe-t-il à retirer sa proposition recommandant de lever un impôt de 50 p. 100 sur tous les profits des sociétés, car une telle imposition détruira le stimulant qu'il faut pour encourager les particuliers à se lancer dans les affaires pour leur propre compte et rendra aussi impossible aux petites entreprises d'obtenir des capitaux pour s'agrandir.

M. l'Orateur: A l'ordre! J'ai l'impression que la question a plus la tournure d'une déclaration. Le ministre pourrait peut-être y répondre.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas du tout d'accord avec les conclusions de mon honorable ami et jusqu'ici la campagne Bullock-Stanfield ne m'a pas convaincu du contraire.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Le ministre des Finances n'est-il pas influencé par les centaines de milliers de lettres qui ont afflué de toutes les parties du Canada ces dernières semaines?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Winnipeg-Nord-Centre a la parole.
[L'hon. M. MacLean.]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'ÉTUDE DU BILL RELATIF AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au très honorable premier ministre? Le premier ministre ayant clairement manifesté son inquiétude à propos du conflit d'intérêts qui touche les sénateurs, les députés et certaines autres personnes, je me demande s'il consentirait à examiner avec le leader du gouvernement à la Chambre la possibilité de trouver un peu de temps pour étudier le bill C-188 ce qui permettrait de lancer l'étude de ce problème?

Question supplémentaire, monsieur l'Orateur, si le premier ministre trouve difficile de répondre, pourrait-il nous dire si le gouvernement a trouvé un moyen permettant de saisir la Chambre de ce problème? Sinon, je propose qu'on étudie mon bill.

L'INDUSTRIE

LE CUIVRE—LES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX SOCIÉTÉS D'APPARTENANCE ÉTRANGÈRE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce quant à la politique du gouvernement sur les minéraux. Compte tenu du fait que les producteurs américains facturent un minimum de 69c. par livre canadienne de cuivre alors que le cours à la bourse des métaux de Londres était de 83c. la semaine dernière, le gouvernement a-t-il l'intention de subventionner les sociétés d'appartenance étrangère avec du cuivre bon marché à un prix fixe de 59c. la livre?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): La question est un peu trop complexe pour moi, monsieur l'Orateur, mais notre politique en ce domaine a été annoncée la semaine dernière—j'ai dit alors que 23,500 tonnes par mois seraient fournies aux fabricants canadiens, quels qu'ils soient, au prix de 59c. la livre. S'il existe autre chose dans cette question que je doive comprendre, je serais heureux d'en parler après les questions orales avec le député.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA NON-PARTICIPATION DU CANADA AU PROGRAMME DE LIMITATION DES NAISSANCES DE L'ONU

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question au premier ministre. En